

Actualité

En trompe l'œil...

Ni de droite, ni de gauche...

A l'image de notre Président et de tout le gouvernement, Jean-Michel BLANQUER, nouveau ministre de l'Éducation Nationale n'est ni de droite, ni de gauche. C'est un humble représentant de la société civile qui n'aura qu'un seul objectif : faire réussir les élèves et améliorer les conditions de travail des personnels, le tout dans une parfaite symbiose entre tous les acteurs du monde de l'éducation. Mon œil !

La CGT Enseignement Privé écrivait dès le mois de mars dernier dans son journal « Trait d'Union » : Jean-Michel BLANQUER était pressenti comme ministre de l'éducation en cas de victoire de... François FILLON !

La mode MACRON est passée par là, et les hommes-femmes politiques ont perdu leurs couleurs. Pas leurs idées. Florilège...



Le chiffre

60 000

C'est le nombre de postes d'enseignants que François Hollande devait créer sur le quinquennat précédent. C'est raté, le résultat est bien moindre. A l'époque de cette annonce, Jean-Michel BLANQUER, notre nouveau ministre était « contre » cette mesure. Les enseignants sont déjà beaucoup trop nombreux pour ce libéral en chef. Bref, le progrès est En Marche !

100

Ce panneau info de la CGT Enseignement Privé est le centième numéro. Quel plus beau clin d'œil pour célébrer notre nouveau ministre de l'Éducation Nationale et son équipe de choc, dont Raphaël Muller et Christophe Kerrero, déjà en place sous l'ère Sarkozy ?

Un ancien de Sarkozy et Chatel

Jean-Michel BLANQUER est l'ancien directeur de la Direction de l'Enseignement Scolaire, numéro 2 du ministère sous Luc CHATEL, lors du quinquennat de Nicolas SARKOZY.

Directeur de l'ESSEC (l'une des plus importantes écoles de Commerce en France) jusqu'à sa nomination, il porte des idées particulièrement alléchantes : mettre l'accent sur les savoirs fondamentaux à l'école primaire (et donc nécessairement réduire le temps consacré à l'émancipation des enfants), prévoir des stages de remise à niveau durant les vacances scolaires (vous êtes prêts, les profs, sachant que les vacances scolaires ne sont pas une période de congés ?), transférer les lycées professionnels aux régions pour les « connecter aux besoins économiques des bassins d'emploi », développer l'autonomie des établissements, annualiser le temps de travail, recruter les enseignants sur profil, développer la formation « en ligne »...

Un point positif : Jean-Michel BLANQUER considère que « l'on ne met pas assez d'argent sur l'école maternelle et le début du parcours ».

Là-dessus, nous sommes d'accord.

Pour le reste, la vision très libérale de ce proche de l'Institut Montaigne (Think thank de droite) n'est pas rassurante. La principale organisation de chefs d'établissements de l'enseignement privé (le SNCEEL) voit en lui une perle. Cela ne nous surprend pas, mais peut inquiéter, quand on connaît la position du SNCEEL sur les salaires dans l'enseignement privé (on paie cher les chefs, mais les personnels OGEC peuvent se contenter de salaires de misère).

Au lendemain de sa nomination, sa « bienveillance » à l'égard de l'association « SOS Education » proche de l'extrême droite et anti-avortement à laquelle il a donné une interview (retirée depuis !) peut surprendre...

Alors oui, la CGT Enseignement Privé est inquiète !

La CGT dénonce surtout une nomination et une politique qui visent à amplifier l'autonomisation des établissements, leur pilotage par des chef-fes d'établissement aux pouvoirs étendus, la gestion des personnels par le mérite et les résultats. Toutes ces mesures en disent long sur la volonté d'individualiser les salaires (au mérite), sur la faible place accordée au dialogue social et sur le caractère managérial voulu par ce modèle de gouvernance, comme il a tenté de le faire en tant que recteur de l'académie de Créteil.

La CGT dénonce aussi les positions avancées par le président et le ministre concernant

l'enseignement professionnel. Nous rappelons que nous sommes opposé-es au transfert de cette voie de formation aux régions. La politique du "tout apprentissage" prônée n'est pas la solution pour lutter contre le décrochage ou le chômage. À ce jour, c'est une impasse dont il faut sortir.

Nous considérons que cette nomination est un très mauvais signal pour le monde éducatif, les personnels et les élèves. La CGT sera, avec les personnels et les usagers, vigilante et combative pour s'opposer à tous les projets annoncés menaçant l'École.

Jean-Michel BLANQUER et son équipe de choc vont-ils mettre « en marche » les personnels de l'éducation nationale ?

